

Nos
 engagements

La politique fiscale des mairies FN suppressions d'emplois, apartheid et recul de l'action sociale...

Réduction de personnel, vente des biens communaux, rabotage des subventions, voilà quelles sont les premières réalisations des maires FN emblématiques de Fréjus et du Pontet.

Quand on y regarde de près, cette politique ressemble à s'y méprendre à un ensemble de mesures d'austérité digne de «la pensée dominante européenne», très éloignées des discours et des postures soi-disant «à l'écoute des préoccupations des français»...

Comme le font les gouvernements successifs depuis une bonne dizaine d'années à l'échelle du pays, ces deux maires FN se sont engagés à ne pas remplacer les agents municipaux partant à la retraite. Cela représente un peu moins de 10 postes en 2014, «plusieurs dizaines» en 2015, assure-t-on à Fréjus. Idem du côté du Pontet avec une «vingtaine» de postes supprimés à mi-mandat.

«Avec 530 salariés quand la moyenne des villes comparables est de 350, nous avons de la marge», dédramatise Joris Hébrard, reprenant ainsi à son compte la technique libérale du benchmarking pour niveler par le bas l'étiage de l'action publique.

L'idéologie d'extrême droite est en marche

Au Pontet, la rifarication des prestations municipales a été revue à la hausse (terrasses de café, location de salles municipales...), la mairie s'est désengagée du Téléthon et a mis un terme à la gratuité de la cantine pour les élèves les plus défavorisés. «Il faut en finir avec le demain on rase gratis», plaide le maire du Pontet, qui veut aussi mettre en vente des biens communaux bâtis ou acquis sous la précédente majorité, dont une crèche de 50 berceaux.

En clair, sous couvert de mesures de désendettement, ce sont bien des mesures antisociales qu'applique le FN : «il faut éviter au maximum que les gens profitent du système», glisse l'édile.

A Fréjus, si David Rachline refuse pour l'heure d'augmenter des tarifs assimilés à des impôts indirects, lui aussi a opéré des choix radicaux comme la cession de terrains municipaux. Mais c'est surtout au niveau des subventions que le maire de Fréjus a décidé de faire des économies «sans tabou». Dès l'examen du budget primitif, certaines associations ont vu l'aide de la mairie fondre parfois de plus de 60 %. L'association sports et loisirs a vu la sienne rabotée de 300 000 euros.

Au Pontet, pas de coupes dans les subventions. Mais Joris Hébrard a réclamé

aux associations locales un bilan sur leur utilisation des fonds communaux. Et pour 2015, «rien n'est exclu». En ligne de mire : les associations «communitaristes» et «militantes», déjà ciblées par le Front national pendant la campagne municipale. La LDH, ennemi héréditaire de l'extrême droite depuis sa création suite à l'affaire Dreyfus, ne sera pas la seule à être attaquée.

A Fréjus, David Rachline a aussi réduit drastiquement les dotations des trois centres sociaux de la ville, installés dans des quartiers populaires. Le centre de La Gabelle a ainsi vu sa subvention annuelle baisser de 65 %, celui de l'Agachon de 57 % et celui de Villeneuve de 46 %. La directrice de l'un de ces centres, Sandrine Montagard, est montée au créneau pour dénoncer les «conséquences dramatiques» de cette décision. David Rachline n'en démord pas : «Mme Montagard croit que son centre social est un centre socialiste. Mon pragmatisme me conduit à agir, même avec les "intouchables"».

Ces mesures draconiennes et les propos autoritaires qui les accompagnent préfigurent bien ce qu'appliquerait le FN si sa conquête du pouvoir n'est pas enrayée : une politique ségrégationniste, antisociale et ultralibérale.

Les victoires sociales comme rempart

L'urgence de la lutte contre la banalisation des idées du FN, en démontrant leur nocivité exemplaires à l'appui, est cruellement d'actualité. Pour sa part, le mouvement syndical doit aussi tout mettre en œuvre pour lutter efficacement contre les politiques d'austérité, qu'elles soient roses, bleues ou brunes.

Car c'est bien en revendiquant, en se mobilisant collectivement et en gagnant, grâce à un syndicalisme porteur de transformation sociale, que nous redonnerons de l'espoir aux salarié-es. Le repli sur soi n'a jamais été source de progrès collectif, à l'inverse de l'action syndicale.

Plus que jamais, Solidaires Finances Publiques s'implique dans l'association intersyndicale VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) pour que les salarié-es ne se trompent ni de colère, ni de cible.

Pour tout savoir sur les faits et méfaits de l'extrême droite au pouvoir dans 15 municipalités, retrouvez les chroniques trimestrielles de VISA, «Lumières sur mairies brunes» et les bonnes réactions syndicales face aux incursions de l'extrême droite dans le monde du travail.

